

Le VIH /sida met en péril le développement rural : comment y remédier ?

Ces dernières années, le VIH/sida se répand massivement en Afrique australe et dans le sud-est asiatique. L'épidémie se déplace de plus en plus des villes vers les régions rurales où elle ne déploiera tous ses effets que dans quelques années, risquant de réduire à néant les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté.

Selon une étude de l'Overseas Development Institute (ODI), les répercussions de la maladie sur la production agricole ne se manifesteront que petit à petit. Dans les phases de production intensives en travail, elles se traduiront par une pénurie de main d'œuvre agricole qualifiée, avec l'augmentation du nombre de personnes malades et du nombre de personnes en bonne santé qui doivent les soigner. Les dépenses supplémentaires pour les soins conjuguées à la perte de gain grèvent lourdement le budget des ménages, ce qui peut amener les familles touchées à vendre leurs moyens de production agricole. Lorsqu'un chef de famille meurt, c'est un précieux savoir agricole qui se perd, sans compter que les veuves sont souvent privées des terres et des biens qui passent à la famille du défunt. L'épidémie a également des conséquences à plus large échelle: la mort de personnes clés peut interrompre la chaîne d'approvisionnement agricole ou entraîner la disparition de certains services étatiques.

Ces problèmes ne sont pas nouveaux, ils sont inhérents à d'autres catastrophes également. Mais l'ampleur de l'épidémie VIH/sida met en lumière de manière particulièrement frappante la vulnérabilité des populations pauvres face à des charges supplémentaires. Les auteurs préconisent le renforcement des efforts faits jusqu'ici dans le développement rural mais en mettant l'accent sur quelques approches spécifiques. Afin d'éviter que des familles ne doivent vendre leurs moyens de production, il importe d'amender les systèmes communautaires de financement et d'assurance, et de prévoir des paiements en espèces le cas échéant. Il importe également d'améliorer les



Vicene Baptista, 15 ans, apprend à semer en ligne. Cette technique simple mais très efficace facilitera l'entretien des cultures et en augmentera le rendement. Projet FAO d'écoles d'agriculture et de vie pour les orphelins du sida au Mozambique. (Photo : FAO /Giuseppe Bizzarri)

Table des matières

Article de fond

Le VIH/sida met en péril le développement rural : comment y remédier ? 1

D'intérêt courant

Politique

La monétarisation de la nature 3

Stabiliser les ressources clés pour garantir l'alimentation 3

Une politique commerciale en faveur de la lutte contre la pauvreté 4

Approches par étapes dans le domaine de la certification forestière 4

Mise en œuvre

Promouvoir les innovations locales 5

Agrobiodiversité – genre – savoir local 5

Complexité et incertitudes demandent un apprentissage adaptatif 6

Quels défis pour la gestion des ressources naturelles dans les pays les moins avancés (PMA) ? 7

Recherche

Le point sur les conflits en zones forestières 7

Réorientation de la recherche européenne agricole pour le développement 8

ARTICLE DE FOND

droits des femmes et des orphelins en matière de propriété foncière et de possession de biens. L'engagement de technologies moins intensives en main d'œuvre, dans la production agricole mais aussi dans le travail ménager, aiderait à réduire les effets de la perte de gain pour maladie. Par ailleurs, des efforts dans le domaine de l'éducation, la promotion de fédérations de paysans et la diffusion d'informations sur les marchés peuvent renforcer les chaînes d'approvisionnement agricole et réduire la dépendance vis-à-vis de certains acteurs. Finalement, il est impératif d'investir dans la formation pour compenser la perte des savoirs agricoles avec le décès de leurs détenteurs.

Une initiative conjointe de la FAO et du World Food Programme a fait sien ce dernier objectif. Les deux organisations ont fondé des écoles d'agriculture pour orphelins au Mozambique. Dans ces « Junior Farmer Field and Life Schools », écoles d'agriculture et de vie, les enfants acquièrent non seulement des compétences de base en agriculture, qui leur permettront de réaliser un revenu, mais également des compétences personnelles et sociales d'aide à la survie (confiance en soi, informations sur les droits de l'homme, prévention du sida). Vu son succès, le projet sera étendu au Kenya, à la Namibie, au Zimbabwe et au Swaziland.

Les répercussions de maladies et d'épidémies sur la production agricole n'ont pas encore été étudiées dans le détail, et ce n'est que petit à petit que des approches de solution sont discutées. Un symposium intitulé « Poor health, food insecurity, and poverty – How to break a vicious circle? » aura lieu à Berne (Suisse) le 13 octobre 2005. Ce symposium a pour but de favoriser les réseaux entre agriculture et santé et d'aider à trouver des stratégies utiles pour la population rurale dans les régions touchées par des maladies.

SOURCES

Responding to HIV/AIDS in agriculture and related activities. Rachel Slater and Steve Wiggins. ODI, *Natural Resource Perspectives*. No 98, March 2005. 6p. www.odi.org.uk/nrp/98.pdf

Transmission de compétences agricoles aux orphelins du sida. Formation sur le tas grâce aux écoles rurales. FAO: *Dernières nouvelles*. Rome, 1^{er} décembre 2004. www.fao.org/newsroom/fr/news/2004/S1715/index.html

"Poor health, food insecurity and poverty – How to break a vicious circle?" Symposium on the occasion of World Food Day. 13 October 2005, Berne, Switzerland. www.infoagrar.ch/symposium2005/index.htm

La monétarisation de la nature

Parler d'eau et de biodiversité revient à parler de politique. Les deux thèmes relèvent des politiques commerciales, agricoles, sociales mais aussi, et surtout, des droits de l'homme. *Friends of the Earth International* a publié un rapport sur les effets de la privatisation de ressources naturelles, un mouvement qui, de plus en plus, est soutenu par la politique. *Nature for sale* est un document d'une pertinence globale, qui décrit, à l'aide d'une quarantaine d'exemples dans le monde entier, les expériences faites par les populations pauvres avec des entreprises transnationales orientées vers le profit.

L'or de demain, ce n'est plus le pétrole mais c'est l'eau. Fortes de cette conviction, les entreprises rivalisent d'intérêt pour l'eau de la Cuenca del Plata, un des bassins hydrologiques les plus importants de la planète avec une part de plus de 30 % du volume total d'eau douce. De nouvelles lois permettent désormais la pénétration d'entreprises privées dans le secteur de l'eau qui relevait jusqu'alors du domaine public. Et les gouvernements de la région favorisent encore ce développement avec leur projet de transformer 1940 kilomètres du système fluvial Paraguay-Parana en une gigantesque voie hydrologique industrielle.

Ailleurs, on assiste à la «disneyfication» de parcs naturels, alors qu'à l'enseigne de « bourses environnementales », le négoce de «permis de polluer» va bon train, en faveur des riches pays industrialisés. Le rapport montre très clairement que la monétarisation des ressources naturelles aura des conséquences fatales pour les 1,2 milliards de pauvres de la planète.

SOURCE

Friends of the Earth International, Amsterdam
www.foei.org/publications/pdfs/privatization.pdf

Stabiliser les ressources clés pour garantir l'alimentation

Aujourd'hui, le développement de la production alimentaire n'affiche plus une tendance à la hausse. Au contraire, la superficie totale des terres arables irriguées diminue dans plusieurs des principaux pays producteurs de denrées alimentaires. La pêche, un secteur longtemps en croissance, est en recul. Les recherches les plus récentes montrent qu'un réchauffement climatique de 1°C peut se traduire par une diminution de 10 % de la production céréalière. Et les réserves d'eau continuent de baisser de manière alarmante.

Ainsi, la production céréalière de la Chine recule depuis 2000 et les stocks s'amenuisent. Si la tendance se poursuit, le besoin d'importation de la Chine va augmenter et les prix prendront l'ascenseur au niveau mondial. Dans les pays en développement surtout, cette évolution risque d'entraîner troubles et conflits. Les politiques agricoles nationales, mais aussi les politiques économiques, énergétiques, de formation, etc. sont appelées à réagir. La sécurité alimentaire des générations futures dépend de la capacité des gouvernements à trouver des solutions pour stabiliser les quatre ressources clés de l'agriculture: terres de arables, eau, terres de pâture, et climat.

A l'aide de quatre scénarios, une autre étude montre que seuls de nouveaux investissements dans le développement rural, la santé, la formation et la recherche agricole permettront de réduire d'ici à 2015 et au delà le nombre de personnes souffrant de la précarité alimentaire.

SOURCES

Outgrowing the earth: the food security challenge in an age of falling water tables and rising temperatures. Lester R. Brown. Earth Policy Institute. W.W. Norton&Company, London New York. 2004. 233 p.
www.earth-policy.org/Books/Out/Contents.htm

New Risks and Opportunities for Food Security. Scenario Analyses for 2015 and 2050. J. von Braun et al. 2020 Discussion Paper No 39. International Food Policy Research Institute. Washington. 2005. 32 p.
www.ifpri.org/2020/dp/dp39/2020dp39.pdf

Une politique commerciale en faveur de la lutte contre la pauvreté

Alors que les pays en développement ont été contraints de réduire constamment leurs taxes à l'importation sur les produits agricoles, de nombreux pays industrialisés subventionnent massivement leurs exportations agricoles. Il en résulte un afflux de produits alimentaires importés bon marché dans les pays en développement, ce qui réjouit les consommateurs urbains mais entraîne la ruine de maints producteurs indigènes.

En vue de la prochaine conférence des ministres de l'OMC en décembre de cette année à Hong Kong, Oxfam revendique la suppression de toutes les subventions à l'exportation des pays industrialisés. Les pays en développement devraient pouvoir orienter leur politique commerciale agricole en fonction de leurs besoins en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté. Concrètement, Oxfam préconise une formule qui leur permette de moins réduire les taxes à l'importation, et même de ne pas les réduire du tout sur les produits essentiels pour la sécurité alimentaire, des mécanismes spécifiques pour réagir aux fluctuations soudaines de volumes et de prix, ainsi que la possibilité de relever les droits de douane sur les exportations subventionnées des pays industrialisés. Selon Oxfam, la réglementation des échanges agricoles internationaux devrait être essentiellement du ressort de l'OMC. L'organisation fustige les accords économiques régionaux ainsi que les prestations du FMI et de la Banque mondiale, qui sont liées à des conditions de politique commerciale. Par ailleurs, elle invite les pays en développement à investir davantage dans une agriculture durable.

SOURCE

Enfoncer la porte. En quoi les prochaines négociations de l'OMC menacent les agriculteurs des pays pauvres. Document d'information Oxfam 72. Avril 2005.
www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/trade/downloads/bp72_rice_fr.pdf

Approches par étapes dans le domaine de la certification forestière

Tel a été le thème de l'atelier organisé récemment par l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) à Berne (Suisse). Cette stratégie est utilisée pour combler le retard pris par certains pays en développement dans la certification de leurs forêts, en facilitant la mise sur le marché de produits forestiers avant même le parachèvement du processus de certification.

En janvier 2002, une superficie de 109 millions ha de forêt était certifiée de par le monde mais avec une part de 8 % seulement dans les pays en développement. Dans l'ensemble, moins de 3 % des forêts sont aujourd'hui certifiées ; autant dire que l'impact sur les forêts est faible, si ce n'est insignifiant. Les participants se sont penchés principalement sur les moyens de promouvoir la certification des forêts tropicales, compte tenu des exigences respectives des acteurs commerciaux et des parties prenantes en matière de légalité et de durabilité, ainsi que sur la mise en œuvre des approches de la certification par étapes.

Force est de constater que la certification ne peut pas à elle seule sauver les forêts ni résoudre la question d'un aménagement forestier durable. La bonne gouvernance dans le secteur forestier joue un rôle primordial (lutte

contre les coupes et le commerce illicites) et l'aide internationale est indispensable. Le gouvernement suisse, par l'intermédiaire du seco, peut jouer un rôle important à cet égard, en contribuant de manière plus substantielle au dialogue politique sur les questions forestières.

INFORMATION

www.iito.org.jp/live/PageDisplayHandler?pageld=223&id=852

Promouvoir les innovations locales

Le Centre pour le Développement et l'Environnement (CDE) a conçu un instrument pour promouvoir les innovations locales en collaboration avec différents partenaires de Suisse et de pays du sud. Dans le cadre d'un atelier spécialisé, un processus d'apprentissage social est mis en place entre représentants de communautés rurales, d'ONG et de communes politiques, centré sur l'identification et la validation d'innovations locales, ainsi que sur la planification d'une mise en œuvre concertée des innovations les plus prometteuses.

Des innovations locales dans le domaine technique, mais aussi et surtout dans le domaine social et institutionnel, sont les moteurs d'un développement rural durable. Dans un contexte de changement constant des conditions sociales, économiques, politiques et écologiques, la capacité d'innover des communautés rurales revêt une importance primordiale. Le but de l'instrument du CDE est

d'aider à intégrer de manière plus systématique le potentiel endogène dans la planification et la mise en œuvre de programmes et de projets, afin d'éviter que des innovations externes, le plus souvent techniques, ne viennent supplanter ou concurrencer des initiatives locales. Les six unités de travail sont expliquées et illustrées à l'aide d'expériences faites dans le cadre de deux ateliers de cinq jours au Pérou.



Des innovations locales peuvent contribuer à réaliser une vision commune du développement futur. (Photo: atelier à Cuzco, Pérou. 2004)

SOURCE

AIL Apoyando Innovaciones Locales: Un instrumento para el fortalecimiento de innovaciones locales y la promoción del desarrollo rural sostenible. Sabine Brüscheweiler, Stephan Rist. 2005. CDE Centre for Development and Environment. Berne. 19p.
www.cde.unibe.ch/Tools/AIL_Ts.asp
Version anglaise à paraître prochainement.

Agrobiodiversité – genre – savoir local

Depuis 1900, 75 % des plantes cultivées ont disparu, notamment aussi parce que les nombreuses espèces et cultures locales ont été abandonnées au profit d'espèces génétiques standards à haut rendement. En outre, la globalisation des systèmes alimentaires, le VIH/sida et la féminisation croissante de l'agriculture mettent en péril l'agrobiodiversité, et par là les fondements mêmes de la sécurité alimentaire. La mise en valeur et l'entretien de l'agrobiodiversité sont étroitement liés à des stratégies d'existence fondées sur le savoir local et la répartition traditionnelle des tâches entre hommes et femmes. Le présent manuel explique comment intégrer plus systématiquement ces aspects et corrélations dans les projets, les politiques et les accords internationaux. A l'aide de « fact sheets », les auteurs expliquent soigneusement les rapports complexes entre l'agrobiodiversité, les savoirs locaux et les relations entre les sexes. Les « process sheets » donnent des pistes pour les traduire en processus d'apprentissage communs avec les personnes concernées dans le contexte local.

SOURCE

Building on Gender, Agrobiodiversity and Local Knowledge: A Training Manual. Links, FAO. 2005. 88p.
www.fao.org/sd/linKS/documents_download/Manual.pdf

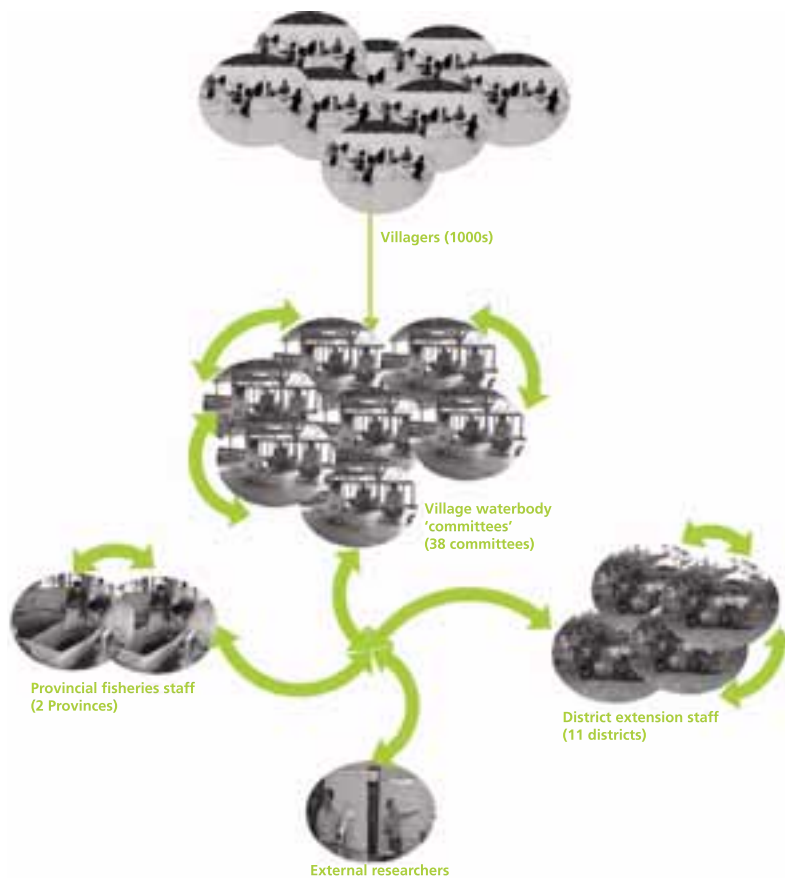
Complexité et incertitudes demandent un apprentissage adaptatif

Au Laos, le gouvernement a soutenu l'empoissonnement de petites rivières pour augmenter le rendement de la pêche. Or, les résultats de ce projet n'ont pas répondu aux attentes en termes de production, de distribution et de durabilité institutionnelle. C'est que l'exploitation des ressources naturelles se base souvent sur des connaissances insuffisantes des corrélations écologiques mais aussi institutionnelles.

C'est dans ce contexte qu'ont été développées et testées les lignes directrices de l'apprentissage adaptatif. Celui-ci consiste à ne pas à minimiser les difficultés et incertitudes mais aide les parties prenantes à les réduire, tout en prenant au fur et à mesure les décisions adéquates. Autrement dit, l'apprentissage et l'application de l'appris se font en parallèle. Dans un tel processus, l'échange d'informations et la communication jouent évidemment un rôle central. Les auteurs donnent des pistes pratiques pour l'aménagement des trois étapes de l'apprentissage adaptatif : la préparation de l'apprentissage – l'apprentissage – l'évaluation de l'apprentissage. On y explique notamment dans quel contexte cette méthode s'avère utile, quelles capacités et ressources sont nécessaires et quels problèmes peuvent survenir.

SOURCE

Adaptive learning: a practical framework for the implementation of adaptive co-management – lessons from selected experiences in South and Southeast Asia. C.J. Garaway, and R.I. Arthur. MRAG Ltd London. 2004. 44 p.
www.adaptivelearning.info/modules.php?op=modload&name=UpDownload&file=index&req=viewdownload&cid=3



Le flux d'information entre les parties prenantes pendant l'apprentissage adaptatif est non hiérarchique. (Photo: C. J. Garaway et R.I. Arthur, 2004)

Quels défis pour la gestion des ressources naturelles dans les pays les moins avancés (PMA) ?

L'ouvrage « Terre des pauvres », qui voit le jour dans le cadre d'un mandat de réduction de la pauvreté dans les PMA, repose sur une analyse des réflexions et débats environnementaux actuels et sur les Objectifs de développement du millénaire (ODM), de manière à établir un cadre et des options stratégiques appropriées.

Autant le tissu social que la sécurité des populations pauvres sont compromis par l'effondrement des écosystèmes. Pour de nouvelles autorités locales, les ressources productives sont source de légitimité et de potentiel économique ; ainsi, l'amélioration de l'environnement et davantage de démocratie locale s'entremêlent, parfois jusqu'au conflit.

Les Programmes d'appui au développement local (PADL) ont été impliqués dans des projets récents. Les leçons démontrent comment, pour relever le défi, ils devront mettre davantage l'accent sur la gouvernance environnementale, sa planification, son cadre institutionnel, administratif et financier, ainsi que sur l'espace accordé à la société civile.

Enfin, l'auteur apporte un regard critique argumenté, bienvenu car plutôt rare, sur les ODM dans le contexte environnemental et il propose une manière de considérer ceux-ci localement.

SOURCE

Terres des pauvres : gouvernance environnementale locale et gestion décentralisée des ressources naturelles. Angelo Bonfiglioli. Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU), 2004. 162 p.
www.unctf.org/francais/local_development/documents_and_reports/thematic_papers/lands/unctf_lands_fr.pdf

Recherche

Le point sur les conflits en zones forestières

Les régions forestières sont le cadre d'un grand nombre de conflits armés. Souvent difficiles d'accès, elles offrent une cache et un couvert à de nombreuses activités illicites, impliquant parfois des forces armées corrompues (exploitation pétrolière et des minéraux, extraction forestière, trafic de drogue). D'autres fois, ce sont différentes populations locales qui, pour leur survie, se disputent l'exploitation des ressources forestières en diminution. Une parution récente du Réseau européen de recherche sur les forêts tropicales (ETFRN) fait le point sur la question « Forêts et conflits ». Comment protéger la nature en terrain de guerre, implications pour la gestion des forêts et les populations locales au Congo, rôles des institutions au Mozambique, processus de paix en Colombie et cogestion des forêts en Ethiopie et au Népal représentent un échantillon de la variété des études de cas qui y sont abordées.

Un kit d'instruments en vue d'appréhender cette problématique dans le cadre de la coopération au développement y est notamment présenté. Basé sur des leçons apprises, il propose des exemples de projets clés, une enquête d'identification des sensibilités conflictuelles et enfin les contacts d'organisations et de personnes spécialistes de ce domaine.

SOURCE

Forests and conflicts. Réseau européen de recherche sur les forêts tropicales (ETFRN). News no 43 – 44, hiver 2004 – 2005. 140 p.
www.etfrn.org/etfrn/newsletter/news4344/index.html
 Autres organisations et publications sur la question :
www.etfrn.org/etfrn/resource/frames/linkconflict.html
 Toolkit prochainement sur :
www.usaid.gov/our_work/cross-cutting_programs/conflict/recent_events/
 et sur : www.adelphi-research.de

Réorientation de la recherche européenne agricole pour le développement

Lors d'une conférence du European Forum on Agricultural Research for Development (EFARD) à Zurich (Suisse), les participants ont élaboré un nouvel agenda pour la contribution européenne à la recherche agricole pour le développement et adopté la Déclaration de Zurich.

L'EFARD se conçoit comme un élément du forum global sur la recherche agricole et souscrit à une approche élargie incluant les aspects de la santé, du développement durable, du transfert de savoir et de la formation. Avec leurs travaux de recherche, les membres du Forum entendent contribuer concrètement à la réalisation des Objectifs de développement du millénaire 1 (réduire l'extrême pauvreté et la faim) et 7 (assurer un environnement durable) et soutenir indirectement les autres objectifs.

L'EFARD préconise plus spécialement d'impliquer davantage les nouveaux pays membres de l'UE et de renforcer la coopération partenariale entre le sud et le nord, au sein des pays du sud et avec les centres de recherche du Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR). En Europe, l'EFARD veut promouvoir les échanges avec des initiatives similaires. Le Forum invite la Commission européenne et les gouvernements de ses Etats membres à soutenir la recherche agricole, ce qui permettrait de se rapprocher sensiblement des objectifs de développement du millénaire.

Des agricultrices discutent de manière critique les caractéristiques de nouvelles variétés de manioc. Dans les régions de moyennes altitudes du Cameroun, ils participent à un projet de recherche sur la lutte biologique contre l'acarien vert du manioc. (Photo : Urs Scheidegger)



SOURCE

EFARD 2005 – International Conference on Agricultural Research for Development: European Responses to Changing Global Needs, 27 – 29 April 2005, Swiss Federal Institute of Technology Zurich, Switzerland. Issues Paper, including Zurich Declaration. 15p. www.efard2005.org/proceedings.htm

Edition

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest/Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :
InfoResources
Länggasse 85
3052 Zollikofen
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch